

Longueuil, le 17 avril, 2010,

Monsieur Alain Paquet  
Président de la Commission sur les Finances publiques  
cc : Tous les députés et ministres

Objet : Mandat d'initiative de la Commission sur les finances publiques  
concernant l'indexation des rentes des retraités de l'État

Monsieur le Député,

Au début de février 2010, la Commission sur les finances publiques a tenu une commission parlementaire suite à un mandat d'initiative sur l'indexation des rentes des retraités et des futurs retraités de l'État. Lors de cette commission parlementaire, nous vous avons présenté des données qui ont dû alimenter vos réflexions et vous ont permis d'élaborer des pistes de solutions au problème que nous soulevons : l'appauvrissement régulier et progressif des retraités de l'État. Les nouvelles tarifications annoncées dans le budget pour les années 2010 et suivantes ne sont pas de nature à nous rassurer.

Vous n'êtes pas sans savoir que l'appauvrissement des retraités causé par la désindexation de leur rente de retraite est accentué par l'absence de correctifs qui permettraient aux retraités de bénéficier des retombées découlant de l'enrichissement collectif. En effet, la reprise économique au Québec et au Canada est plus forte qu'attendue, dépassant les prévisions des analystes et celles du gouvernement du Québec et doublant même ce qui a été obtenu dans les pays du G7 depuis les derniers mois.

Lorsque le produit national brut augmente, comme c'est le cas au Québec et au Canada, et que des citoyens ne touchent pas leur part de cet enrichissement, ceux-ci s'appauvrissent par rapport à l'ensemble de la société. Nous serions en droit de revendiquer notre part d'augmentation du produit national brut parce que nous y contribuons par notre consommation.

Nous sommes plus que raisonnables en ne demandant que nos rentes soient régulièrement ajustées au coût de la vie sans revendiquer aussi notre part de l'augmentation du produit national brut.

Nous désirons vous rappeler que des retombées économiques pour le Québec découleront de cette indexation de nos rentes de retraite.

Le temps presse. Les retraités de l'État se sont montrés à ce jour plus que patients et raisonnables. Les retraités de l'État attendent un geste d'ouverture et de vision de votre part pour régler un dossier qui nécessite réparation urgente.

Nous espérons que vous serez en mesure de nous apporter dans les prochaines semaines une réponse positive à notre juste revendication.

Rodrigue Dubé  
Président